

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

RÈGLEMENT ET AUTRES TEXTES RÉGLEMENTAIRES

M. W. Kenneth Robinson (Etobicoke-Lakeshore): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter le 7^e rapport révisé du comité mixte permanent des règlements et autres textes réglementaires.

[Traduction]

—Je pense que je devrais ajouter, madame le Président, que la publication d'un septième rapport révisé est nécessaire afin de corriger une erreur technique qui figurait dans le rapport présenté à l'origine par le député de Wellington-Dufferin-Simcoe (M. Beatty), coprésident du comité, le lundi 15 juin 1981.

[Français]

ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

M. Herb Breau (Gloucester): Madame le Président, j'ai l'honneur de présenter le 1^{er} rapport du comité spécial sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, et si la Chambre y consent j'ai l'intention de proposer l'adoption de ce rapport dans le courant de la journée.

[Note de l'éditeur: Le texte des rapports précités figure aux Procès-verbaux de ce jour.]

* * *

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE (B), 1981-1982

L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor) présente un message dont l'Orateur donne lecture à la Chambre et par lequel Son Excellence le Gouverneur général transmet un cahier supplémentaire des prévisions budgétaires (B) relatives aux sommes requises pour le service du Canada pour l'année financière se terminant le 31 mars 1982, et, conformément aux dispositions de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique, 1867, recommande lesdites prévisions budgétaires à la Chambre des communes.

[Traduction]

RENOVI AU COMITÉ PERMANENT

L'hon. Yvon Pinard (président du Conseil privé): Madame le Président, compte tenu des circonstances, je voudrais présenter la motion habituelle en vertu des articles 58(15) et 59 du Règlement, appuyé par le président du Conseil du Trésor (M. Johnston):

Que le budget supplémentaire (B) 1981-1982, déposé aujourd'hui, soit renvoyé au comité permanent des prévisions budgétaires en général.

Mme le Président: La Chambre a entendu la motion? Plaît-il à la Chambre d'adopter la motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Questions au Feuilleton

● (1520)

[Français]

ACCORDS FISCAUX ENTRE LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET LES PROVINCES

ADOPTION DU 1^{er} RAPPORT DU COMITÉ SPÉCIAL

M. Herb Breau (Gloucester): Madame le Président, si la Chambre y consent, je propose, appuyé par le député de Lethbridge-Foothills (M. Thacker), que le premier rapport du comité spécial sur les accords fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces, présenté à la Chambre plus tôt aujourd'hui, soit adopté.

(La motion est adoptée.)

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. D. M. Collenette (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Madame le Président, on répondra aujourd'hui aux questions suivantes: 251, 2404, 2405, 2408 et 2468.

[Texte]

LA SCHL—LES FONDS AFFECTÉS AU PAREL

Question n° 251—**M. Herbert:**

1. Au cours de la présente année fiscale, combien la SCHL a-t-elle accordé dans chaque province dans le cadre du programme d'aide de remise en état des logements?

2. Tous les fonds disponibles ont-ils été dépensés ou engagés?

3. Certaines demandes sont-elles en souffrance ou ont-elles été rejetées, par suite d'une pénurie de fonds et, le cas échéant, combien?

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): La Société canadienne d'hypothèques et de logement m'informe de ce qui suit: 1. Voir la liste ci-après.

2. Non.

3. Le budget affecté au Programme d'aide pour la remise en état des logements ne permet pas de donner suite à toutes les demandes admissibles. Les fonds étant alloués par ordre prioritaire, il s'ensuit que certains demandeurs peuvent devoir attendre jusqu'à l'année suivante pour recevoir l'aide financière. Dans la plupart des cas, la responsabilité administrative du programme incombe aux municipalités; la SCHL ne possède donc pas le détail du nombre de demandes qui ont été reportées.

Programme d'aide à la remise en état des logements (PAREL)
affectation budgétaire 1981

(En milliers de dollars)

Terre-Neuve	10,000
Île-du-Prince-Édouard	5,200
Nouvelle-Écosse	12,700
Nouveau-Brunswick	10,300
Québec	58,700
Ontario	11,700
Manitoba	4,100
Saskatchewan	8,600
Alberta	7,300
Colombie-Britannique	13,300